

Les catalyseurs de 2026 que les investisseurs européens du secteur de la défense ne peuvent ignorer

Publié le 9 février 2026

Aneeka Gupta

Director, Macroeconomic Research, WisdomTree Europe

- 2026 sera l'année de la mise en œuvre : l'expansion des capacités et la profondeur de la chaîne d'approvisionnement seront tout aussi importantes que les budgets.
- Les annonces de cessez-le-feu pourraient engendrer de la volatilité, mais le cycle de réarmement sous-jacent demeure intact.
- La dynamique des IPO et la reconversion industrielle élargissent les opportunités au-delà des principaux acteurs et s'étendent aux facilitateurs.
- Les restrictions américaines sur le retour des capitaux augmentent l'attrait relatif de l'Europe et pourraient redéfinir le leadership mondial du secteur.
- Produits associés WisdomTree Europe Defence UCITS ETF - EUR Acc, WisdomTree STOXX Europe Aerospace & Defence 3x Daily Leveraged En savoir plus

Les actions du secteur de la défense européen ont connu une évolution significative en 2025. Les carnets de commandes et les engagements budgétaires ont continué de progresser, mais le marché est devenu plus sélectif. Les performances n'ont pas été linéaires. Tout au long de l'année 2025, les actions du secteur de la défense européen ont connu des replis périodiques, les marchés flirtant avec l'idée d'un cessez-le-feu, notamment durant l'été et avant le sommet d'Alaska. Lorsque ces espoirs ne se sont pas traduits par un changement durable sur le terrain, le secteur a regagné du soutien. Une nouvelle vague d'espoir de cessez-le-feu a engendré une autre pause temporaire, mais celle-ci s'est avérée éphémère, une fois encore, au regard de la trajectoire de réarmement à long terme de l'Europe.

Bilan de 2025 : d'un discours sur le réarmement à la réalité

Avec le recul, trois caractéristiques ont marqué la défense européenne en 2025 :

- **La géopolitique est devenue une constante, et non plus basée sur des événements ponctuels.** Même lorsque les gros titres laissaient entrevoir des progrès, les investisseurs considéraient de plus en plus la demande de défense comme étant structurellement politique. La posture de sécurité de l'Europe est en cours de redéfinition sur de multiples fronts. Le programme de réarmement s'inscrit désormais dans des plans pluriannuels plutôt que par une dépendance envers un événement ponctuel.

- **Le goulot d'étranglement réside maintenant dans les capacités de production.** Munitions, défense aérienne, drones, guerre électronique, pièces détachées et maintenance sont tous confrontés au même problème : la demande peut croître plus vite que la capacité de production industrielle. Au fil de l'année 2025, le marché s'est moins intéressé aux bénéficiaires potentiels qu'à la capacité d'accroître les lignes de production, de sécuriser l'approvisionnement en composants et de livrer les produits conformément aux programmes contractuels.
- **Le leadership s'est recentré sur les principaux champions.** Les rendements se sont de plus en plus concentrés sur les principaux acteurs et les fournisseurs de taille plus importante. Les acteurs plus petits et plus spécialisés ont eu plus de mal à retenir l'attention des investisseurs, à moins de pouvoir démontrer une visibilité claire sur leurs commandes et un effet de levier opérationnel.

Les facteurs des performances de la défense européenne en 2025

Pour permettre de visualiser cette concentration en chiffres, il est utile de se pencher sur Europe Defence UCITS ETF (Ticker : WDEF) de WisdomTree, qui se concentre sur les entreprises européennes qui tirent une part importante de leurs revenus du secteur de la défense.

Figure 1 : Les 10 principaux contributeurs de l'Europe Defence UCITS ETF de WisdomTree

Source : FactSet, WisdomTree au 31 décembre 2025. Remarque : Le CTR correspond à la contribution au rendement. **Il est impossible d'investir directement dans un indice. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures, et tout investissement peut perdre de la valeur.**

En 2025, les performances ont été largement tirées par les grands donneurs d'ordre et les fournisseurs de munitions. Rheinmetall AG a été le principal contributeur, profitant d'une demande soutenue en munitions, véhicules blindés et systèmes d'artillerie, alors que les pays européens reconstituaient leurs stocks. Leonardo SpA et Saab AB ont également enregistré de fortes hausses, soutenues par un volume de commandes important dans les secteurs des hélicoptères, des avions de chasse et des systèmes de missiles. Thales et BAE Systems ont contribué de manière significative à ces performances, avec de forts investissements dans les systèmes de commandement et de contrôle, les radars, les communications et les programmes navals. Rolls-Royce et Safran, grâce à leur présence dans le secteur des moteurs militaires et des systèmes aérospatiaux, ont contribué à augmenter les rendements, tandis que RENK Group, Airbus et HENSOLDT complètent la liste des principaux contributeurs. À eux seuls, les dix principaux contributeurs ont représenté environ 83 % du poids moyen du portefeuille et ont généré plus de 70 % du rendement total de la stratégie pour l'année.

Catalyseurs pour 2026 : quels sont les prochains facteurs qui pourraient permettre une évolution du secteur ?

La situation en 2026 ne se résume pas à une simple continuation de la situation actuelle. Plusieurs catalyseurs peuvent influencer la manière dont les investisseurs évaluent le risque, la durée et les gagnants potentiels.

Les efforts de paix sont à nouveau au point mort : la perspective d'une hausse durable se trouve renforcée

Un facteur clé à court terme est la réévaluation constante par le marché de la probabilité que la guerre en Ukraine approche de sa fin. Des commentaires récents ont mis en lumière le blocage, voire l'échec, des efforts de paix, incitant les investisseurs à privilégier l'idée qu'une augmentation des budgets et un réapprovisionnement s'inscrivent dans une approche pluriannuelle plutôt que transitoire.

Groenland et Arctique : un nouvel enjeu stratégique qui renforce la volonté de souveraineté de l'Europe

Le Groenland n'est pas qu'un simple sujet politique. Le président américain Donald Trump a déclaré qu'il s'abstiendrait d'imposer des droits de douane sur les marchandises provenant des pays européens qui s'opposent à sa tentative d'annexion du Groenland, suite à la conclusion du « cadre d'un accord futur »¹. Bien que la crise du Groenland semble s'être apaisée pour le moment, le président, réputé pour son imprévisibilité, pourrait raviver les tensions à l'avenir.

La situation au Groenland/Arctique souligne les besoins croissants d'investissements dans le renseignement, la surveillance et la reconnaissance (ISR), la défense aérienne et antimissile, les capacités navales, les communications sécurisées et les équipements capables d'opérer en environnements extrêmes. Plus largement, les récents événements géopolitiques et les politiques de l'administration américaine renforcent la nécessité pour l'Europe d'assumer davantage sa souveraineté et de réduire ses dépendances en matière de sécurité. Dans ce contexte, un scénario plausible prévoit que l'Europe poursuive sa progression vers des dépenses de défense de l'ordre de 3 % du PIB d'ici 2030, avec une hausse des budgets stimulant les commandes et, à terme, soutenant les perspectives de rentabilité.

La politique de Trump en matière de retour de capitaux : un nouvel avantage relatif pour l'Europe

Il s'agit du catalyseur qui peut stimuler la performance relative, et pas seulement la demande absolue. Trump est passé des paroles aux actes et a annoncé des mesures visant à bloquer les dividendes et les rachats des entreprises de défense américaines tant que la production d'armements n'aura pas accéléré. En parallèle, il cible les rémunérations « exorbitantes » des PDG et exige des investissements dans de nouvelles usines. Il en résulte un environnement de gouvernance et de rendement du capital plus hostile pour les grandes structures américaines, ce qui pourrait peser sur la visibilité des flux de trésorerie disponibles, les ratios de distribution et les multiples de valorisation. Pour l'Europe, la conséquence est secondaire mais demeure importante : les entreprises européennes de défense conservent généralement une plus grande flexibilité dans l'allocation de leurs capitaux, et le climat politique est plus constructif concernant le réarmement et l'autonomie stratégique.

IPO et cotations : L'entrée en bourse de CSG montre à quel point l'offre d'exposition à la défense est solide

Si l'année 2025 a été marquée par une réévaluation structurelle des coûts de défense, le début de 2026 illustre la rapidité avec laquelle les marchés financiers peuvent la renforcer. L'exemple le plus frappant est

celui du groupe tchèque (CSG), fabricant de véhicules blindés et de munitions basé à Prague, qui a fait son entrée en bourse à Amsterdam à un prix d'émission de 25 euros, pour une capitalisation boursière implicite de 25 milliards d'euros². Dès sa première séance, l'action s'est envolée, se négociant bien au-dessus du prix d'introduction. Cette forte hausse initiale témoigne à la fois de la rareté des actions spécialisées dans le secteur de la défense et de l'urgence que les investisseurs accordent au cycle de réarmement de l'Europe².

L'ampleur de la demande était tout aussi significative. Les rapports indiquaient des commandes de plus de 60 milliards de dollars américains, soit environ 14 fois le montant de l'opération. Une part significative des investisseurs n'a reçu aucune allocation, et ce malgré la participation de fonds importants de référence³. Cela a une incidence sur l'ensemble du secteur, car cela indique que les IPO constituent un mécanisme de financement pour la phase industrielle de ce cycle : capacité de financement, stocks, outillage, fusions-acquisitions et fonds de roulement nécessaires pour honorer les carnets de commandes pluriannuels. Concrètement, une augmentation du nombre d'introductions en bourse devrait élargir les opportunités au-delà des entreprises de premier plan, pour inclure les technologies de soutien (munitions, drones, capteurs, communications sécurisées, composants).

Conversion industrielle : l'atout caché de l'Europe pour accroître sa production

L'un des leviers les plus sous-estimés pour l'Europe est sa reconversion industrielle, qui consiste à utiliser son tissu industriel civil pour développer ses capacités de défense plus rapidement que les grandes puissances ne peuvent le faire seules. L'entrée de Renault dans la production de drones pour l'Ukraine est un signe clair de cette convergence⁴. Plus important encore, la force de l'Europe réside dans son industrie de pointe : l'ingénierie automobile et l'assemblage à grande échelle, l'usinage de précision et les machines-outils, les matériaux avancés, la robotique et l'automatisation, et le contrôle qualité. Autant de compétences qui peuvent se transposer à l'industrie de la défense.

Cette tendance à la reconversion se manifeste de plusieurs façons :

- Les chaînes d'approvisionnement des secteurs de l'électronique civile et des télécommunications se réorientent vers les communications sécurisées et les capteurs.
- Les fournisseurs des secteurs de l'aérospatial et de l'automobile se tournent vers les composants de propulsion, le câblage, les actionneurs et les matériaux composites.
- Les industriels lourds et les fabricants spécialisés augmentent leur production dans des domaines tels que le blindage, la fonderie et le forgeage.
- Les capacités de production chimique et de matériaux sont mobilisées pour répondre aux goulots d'étranglement liés à l'énergétique et aux propergols.

Si ce processus s'accélère, il permet d'atténuer les contraintes plus rapidement qu'en misant uniquement sur l'expansion de projets entièrement nouveaux par les grands acteurs, et il renforce le discours politique selon lequel le réarmement peut être assuré au niveau national, ce qui influence de plus en plus le flux des contrats.

Conclusion

Le modèle européen d'équité en matière de défense est en train de se consolider. La question n'est plus de savoir si les budgets augmentent, mais plutôt avec quelle efficacité l'industrie transforme les intentions politiques en capacités opérationnelles. Le scénario de repli observé en 2025, induit par les cessez-le-feu et suivi d'une reprise des achats, a confirmé qu'il s'agit d'un signal de demande structurel et politique, et non d'une opération spéculative à court terme. En 2026, des facteurs tels que les risques liés à l'Arctique, un nombre accru d'IPO et la pression américaine sur les rendements des capitaux des entrepreneurs devraient maintenir l'attention sur les champions européens de taille critique, tout en élargissant les perspectives aux entreprises de services et aux secteurs industriels connexes. Pour les investisseurs, la prochaine étape concerne l'exécution des programmes : augmentation des capacités, résilience de la chaîne d'approvisionnement et capacité à transformer le carnet de commandes en flux de trésorerie alors que l'Europe s'oriente vers une posture de défense plus souveraine.

1 Bloomberg, le 22 janvier 2026

2 Euronext, le 23 janvier 2026

3 The Edge Singapour, le 23 janvier 2026

4 Financial Times, le 20 January 2026

Important Risks Related to this Article

IMPORTANT INFORMATION

Marketing communications issued in the European Economic Area (“EEA”): This document has been issued and approved by WisdomTree Ireland Limited, which is authorised and regulated by the Central Bank of Ireland.

Marketing communications issued in jurisdictions outside of the EEA: This document has been issued and approved by WisdomTree UK Limited, which is authorised and regulated by the United Kingdom Financial Conduct Authority.

WisdomTree Ireland Limited and WisdomTree UK Limited are each referred to as “WisdomTree” (as applicable). Our Conflicts of Interest Policy and Inventory are available on request.

This marketing communication has been prepared for professional investors, but the WisdomTree products set out in this document may be available in some jurisdictions to any investors, subject to applicable laws and regulations. As the product may not be authorised or its offering may be restricted in your jurisdiction, it is the responsibility of every person or entity to satisfy themselves as to the full observance of the laws and regulations of the relevant jurisdiction. Prior to any application investors are advised to take all necessary legal, regulatory, tax and investment advice on the suitability and consequences of an investment in the products. Past performance is not a reliable indicator of future performance. Any historical performance included in this document may be based on back testing. Back testing is the process of evaluating an investment strategy by applying it to historical data to simulate what the performance of such strategy would have been. Back tested performance is purely hypothetical and is provided in this document solely for informational purposes. Back tested data does not represent actual performance and should not be interpreted as an indication of actual or future performance. The value of any investment may be affected by exchange rate movements. Any decision to invest should be based on the information contained in the appropriate prospectus and after seeking independent investment, tax and legal advice. These products may not be available in your market or suitable for you. The content of this document does not constitute investment advice nor an offer for sale nor a solicitation of an offer to buy any product or make any investment.

An investment in exchange-traded products (“ETPs”) is dependent on the performance of the underlying index, less costs, but it is not expected to match that performance precisely. ETPs involve numerous risks including among others, general market risks relating to the relevant underlying index, credit risks on the provider of index swaps utilised in the ETP, exchange rate risks, interest rate risks, inflationary risks, liquidity risks and legal and regulatory risks.

The information contained in this document is not, and under no circumstances is to be construed as, an advertisement or any other step in furtherance of a public offering of shares in the United States or any province or territory thereof, where none of the issuers or their products are authorised or registered for distribution and where no prospectus of any of the issuers has been filed with any securities commission or regulatory authority. No document or information in this document should be taken, transmitted or

distributed (directly or indirectly) into the United States. None of the issuers, nor any securities issued by them, have been or will be registered under the United States Securities Act of 1933 or the Investment Company Act of 1940 or qualified under any applicable state securities statutes.

This document may contain independent market commentary prepared by WisdomTree based on publicly available information. Although WisdomTree endeavours to ensure the accuracy of the content in this document, WisdomTree does not warrant or guarantee its accuracy or correctness. Any third party data providers used to source the information in this document make no warranties or representation of any kind relating to such data. Where WisdomTree has expressed its own opinions related to product or market activity, these views may change. Neither WisdomTree, nor any affiliate, nor any of their respective officers, directors, partners, or employees accepts any liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document or its contents.

This document may contain forward looking statements including statements regarding our belief or current expectations with regards to the performance of certain assets classes and/or sectors. Forward looking statements are subject to certain risks, uncertainties and assumptions. There can be no assurance that such statements will be accurate and actual results could differ materially from those anticipated in such statements. WisdomTree strongly recommends that you do not place undue reliance on these forward-looking statements.

WisdomTree Issuer ICAV

The products discussed in this document are issued by WisdomTree Issuer ICAV ("WT Issuer"). WT Issuer is an umbrella investment company with variable capital having segregated liability between its funds organised under the laws of Ireland as an Irish Collective Asset-management Vehicle and authorised by the Central Bank of Ireland ("CBI"). WT Issuer is organised as an Undertaking for Collective Investment in Transferable Securities ("UCITS") under the laws of Ireland and shall issue a separate class of shares ("Shares") representing each fund.

The Fund is described in a Key Information Document (KID) or Key Investor Information Document (KIID) for UK investors, and the prospectus of WT Issuer ("WT Prospectus"). A copy of the WT Prospectus and the KID / KIID is available, for EEA/UK only, in English at www.wisdomtree.eu. Where required under national rules, the KID will also be available in the local language of the relevant EEA Member State. Investors should read the WT Prospectus before investing and should refer to the section of the WT Prospectus entitled »Risk Factors¼ for further details of risks associated with an investment in the Shares.

The [summary of investor rights](#) associated with an investment in the fund is available in English on WisdomTree Europe's website. WisdomTree Management Limited may decide to terminate the arrangements made for the marketing of its collective investment undertakings. In such circumstances, shareholders in the affected EEA Member State will be notified of this decision and will be provided with the opportunity to redeem their shareholding in the fund free of any charges or deductions for at least 30 working days from the date of such notification.

For Investors in Switzerland:

This document constitutes an advertisement of the financial product(s) mentioned herein.

The prospectus (in English only) and the key investor information documents (KID) (in German, French and Italian) are available from WisdomTree's website <https://www.wisdomtree.eu/en-ch/resource-library/prospectus-and-regulatory-reports>

For WisdomTree UCITS products only: the representative and paying agent of the ETPs in Switzerland is Société Générale Paris, Zurich Branch, Talacker 50, PO Box 5070, 8021 Zurich, Switzerland. The prospectus, the key investor information documents (KIID), the articles of association and the annual and semi-annual reports of the sub-funds are available free of charge from the representative and paying agent. As regards distribution in Switzerland, the place of jurisdiction and performance is at the registered seat of the representative and paying agent. Some of the sub-funds referred to in this document may not have been registered with the Swiss Financial Market Supervisory Authority ("FINMA"). In Switzerland, such sub-funds that have not been registered with FINMA may only be available to Qualified Investors.

For Investors in France:

The information in this document is intended exclusively for professional investors (as defined under the MiFID) investing for their own account and this material may not in any way be distributed to the public. The distribution of the Prospectus and the offering, sale and delivery of Shares in other jurisdictions may be restricted by law. WT Issuer is a UCITS governed by Irish legislation, and approved by the Financial Regulatory as UCITS compliant with European regulations although may not have to comply with the same rules as those applicable to a similar product approved in France. The Fund has been registered for marketing in France by the Financial Markets Authority (Autorité des Marchés Financiers) and may be distributed to investors in France. Copies of all documents (i.e. the Prospectus, the Key Investor Information Document, any supplements or addenda thereto, the latest annual reports and the memorandum of incorporation and articles of association) are available in France, free of charge at the French centralizing agent, Societe Generale at 29, Boulevard Haussmann, 75009, Paris, France. Any subscription for Shares of the Fund will be made on the basis of the terms of the prospectus and any supplements or addenda thereto.

For Investors in Malta: This document does not constitute or form part of any offer or invitation to the public to subscribe for or purchase shares in the Fund and shall not be construed as such and no person other than the person to whom this document has been addressed or delivered shall be eligible to subscribe for or purchase shares in the Fund. Shares in the

Fund will not in any event be marketed to the public in Malta without the prior authorisation of the Maltese Financial Services Authority.